

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 02/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS LABORATOIRES AUXIBIO**

626 Rue de Griolet  
76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf

Références : UDRD.2024.07.R.44  
Code AIOT : 0005801492

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement SAS LABORATOIRES AUXIBIO implanté 626, Rue de Griolet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le prolongement des visites d'inspections du 8 février 2017, 4 septembre 2017, 31 mai 2018, 1er octobre 2018, 31 janvier 2019, 19 juin 2023 et des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 24 mars 2017 mettant en demeure la société SAS LABORATOIRES AUXIBIO, sise 626, rue de Griolet à Saint-Pierre-lès-Elbeuf de régulariser sa situation administrative et de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté préfectoral du 13 novembre 2017 mettant en demeure la société SAS LABORATOIRES AUXIBIO, sise 626, rue de Griolet à Saint-Pierre-lès-Elbeuf de régulariser sa situation administrative et de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

- arrêté du 1er décembre 2017 obligeant la SAS LABORATOIRES AUXIBIO, sise 626 rue de Griolet à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, à consigner une somme d'argent
- arrêté du 25 juin 2018 mettant en demeure la société SAS LABORATOIRES AUXIBIO, sise 626, rue de Griolet à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, représentée par Maître [le liquidateur judiciaire], de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté du 16 novembre 2018 mettant en demeure la société civile et immobilière Chrismar de se conformer aux dispositions de l'article L.556-3-I du Code de l'environnement en vue de l'élimination de déchets entreposés sur le site sis au 626, rue de Griolet à Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- arrêté du 3 décembre 2018 portant consignation de somme à l'encontre de la société LABORATOIRES AUXIBIO à Saint-Pierre-lès-Elbeuf (76320) (76320)
- arrêté du 13 mars 2019 mettant en demeure la société SAS LABORATOIRES AUXIBIO, sise 626, rue de Griolet à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, représentée par Maître [le liquidateur judiciaire], de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté du 11 avril 2019 portant consignation de somme à l'encontre de la société civile et immobilière Chrismar

Le propriétaire du terrain et ancien président de la société SAS LABORATOIRES AUXIBIO, n'a pas donné suite aux demandes formulées dans le rapport de la visite du 19 juin 2023. De plus, la mairie de Saint-Pierre-lès-Elbeuf a informé l'inspection en février 2024 que des allées et venues sur le site avaient été identifiées. La visite d'inspection inopinée du 18 juillet a été organisée pour constater l'état du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS LABORATOIRES AUXIBIO
- 626, Rue de Griolet 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005801492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ancien atelier de fabrication de détergents

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Autre
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des déchets	AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 1er	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	15 jours
2	Opérations de dépollution	AP de Mise en Demeure du 24/03/2017, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	15 jours
3	Mémoire de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 13/03/2019, article 1er	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que malgré l'arrêté de mise en demeure du 16 novembre 2018 et l'arrêté de consignation de somme du 11 avril 2019 pris à l'encontre de la SCI Chrismar et les demandes répétées de l'inspection des installations classées :

- des déchets sont toujours présents dans l'enceinte du site,
- la traçabilité des enlèvements réalisées n'a pas été démontrée,
- les excavations visant à retirer l'ensemble des zones polluées en plomb et en mercure et le recouvrement de ces zones n'ont pas été menés.

La mise en sécurité du site n'est toujours pas assurée.

L'inspection adresse copie du présent rapport à la mairie de Saint-Pierre les Elbeuf et à la direction régionale des finances publiques.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/11/2018, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2023</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société civile immobilière Chrismar, dont le siège social est situé 626 rue Griolet, 76320 Saint-Pierre-Lès- Elbeuf, est mise en demeure, sous deux mois, en application des articles L.556-3-I et L556-3-II-2° du Code de l'environnement d'éliminer dans des filières dûment autorisées les déchets entreposés sur le site sis au 626, rue Griolet - 76320 Saint-Pierre-lès-Elbeuf</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les déchets entreposés sur le parc de stockage Est sont toujours présents.</p> <p><b><u>Demande n° 1</u></b> : l'inspection réitère ses demandes pour obtenir <b>sous 15 jours</b> les justificatifs d'enlèvement dans les bonnes filières des déchets retirés du parc sud ainsi que les démarches engagées et envisagées pour le retrait des déchets restant sur le site, notamment au niveau du parc Est.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

## N° 2 : Opérations de dépollution

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/03/2017, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Opérations de dépollution</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SAS LABORATOIRES AUXIBIO exploitant une installation de fabrication de ou à base de détergents et savons sise au 626, rue de Griolet sur la commune de Saint-Pierre-lès-Elbeuf est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : • l'article 9.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 février 2011 en : ° identifiant et repérant clairement chaque déchet présent sur le site sous 1 mois ; ° faisant évacuer les déchets d'emballages présents sur le site sous 1 mois afin d'éviter leur accumulation et le gavage sur plus de 2 niveaux ; • l'article 9.4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 février 2011 en apportant sous 1 mois les documents permettant de justifier la bonne élimination des déchets générés suite au nettoyage d'une quantité d'argile utilisée suite à un épandage ; • l'article 2 de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement en réalisant le registre des déchets sortants sous 1 mois ;</p>

• l'article 11.2.4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 février 2011 en réalisant sous 3 mois les réfections nécessaires de la dalle béton du parc de stockage sud permettant de l'étanchéifier ou en mettant sur rétentions dédiées l'ensemble des cuves, fûts et cubitainers contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols ; • l'article 3.5 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2003 et l'article 2.6 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 15 février 2011 en réalisant sous 9 mois les opérations d'excavation et de recouvrement des zones polluées. En outre, l'exploitant fournira : ° sous 3 mois, le plan d'excavation retenu permettant notamment de retirer l'ensemble des zones présentant des concentrations en plomb et en mercure supérieures à la fourchette haute des valeurs couramment rencontrées dans les sols ordinaires français présentée dans le rapport Bureau Véritas du 24 octobre 2011 relatif à l'évaluation de la qualité environnementale des sols, soit 0,1 mg/kg pour le mercure et 50 mg/kg pour le plomb ; ° sous 6 mois, les bordereaux de suivi de déchets des terres polluées excavées ; ° sous 9 mois, les justificatifs de la mise en œuvre d'un revêtement étanche ou d'un recouvrement permettant de supprimer les voies de transfert pour les pollutions résiduelles ; • l'article 3.1.15 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2003 en mettant en œuvre sous 6 mois la surveillance prescrite dans l'arrêté du 18 décembre 2003 (au niveau de la nappe des alluvions) au niveau de 4 piézomètres à implanter selon la proposition d'implantation du rapport Bureau Véritas du 26 juin 2013 relatif à l'élaboration de l'étude hydrogéologique. En outre, l'exploitant fournira : ° sous 1 mois, le bon de commande lié aux travaux ; ° sous 5 mois, les documents de fin de travaux remis par l'entreprise de travaux ; ° sous 6 mois, les résultats d'analyses de la première campagne. Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### Constats :

**Concernant la dalle béton** : le jour de la visite, la dalle bétonnée n'avait pas fait l'objet de réfection. Le risque d'infiltration de produits dangereux en cas de fuite reste donc présent.

**Concernant les opérations de dépollution** : au jour de la visite, l'inspection n'a pas été destinataire d'une information sur la réalisation de ces travaux, ni reçu les borderaux de suivi de déchets des terres polluées excavées.

**Demande n° 2** : le propriétaire informera l'inspection des mesures envisagées **sous 15 jours.**

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 15 jours

#### N° 3 : Mémoire de réhabilitation

**Référence réglementaire** : AP de Mise en Demeure du 13/03/2019, article 1er

**Thème(s)** : Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2023

**Prescription contrôlée :**

La société SAS LABORATOIRES AUXIBIO, dont le siège social est situé 626, rue de Griolet - 76320 SAINT-PIERRE-LES-ELBEUF, représentée par Maître Marc BEREL en sa qualité de mandataire liquidateur, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 1. L'article R. 512-39-3 du code de l'environnement en transmettant avant fin mars 2019 un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures prennent notamment en compte la pollution de la zone de stockage nord et comportent notamment : • les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; • les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; • en cas de besoin, la surveillance à exercer ; • les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ; • l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75 du code de l'environnement.

**Constats :**

Aucun mémoire de réhabilitation n'a été transmis à l'inspection des installations classées.

**Demande n° 3** : le propriétaire informera l'inspection des mesures envisagées **sous 15 jours**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours